

Les subsides

quer le consommateur. Comme l'a dit mon collègue, quand le prix du pétrole a augmenté, les multinationales ont immédiatement haussé le prix de l'essence. Quand le gouvernement de l'époque a dit qu'il devait y avoir un certain décalage avant que la hausse ne se répercute à tous les niveaux, les sociétés pétrolières ont dit que non, que l'essence devait augmenter immédiatement. En fait, le consommateur se fait avoir des deux côtés. Quand le prix du brut augmente, les multinationales veulent presque immédiatement augmenter le prix de l'essence. Quand il baisse, elles disent qu'il faut un certain délai avant que la baisse ne se répercute à la pompe. Ni moi, ni le parti libéral ne pensons que ce gouvernement est conscient de la gravité de ce problème dans l'industrie pétrolière.

J'aimerais vous parler encore une fois des emplois menacés par suite de l'inaction du gouvernement. Nous comprenons pourquoi le gouvernement ne veut pas intervenir. Comme l'a dit le député de North Bay, il se prétend le gouvernement de la libre entreprise. Sa devise, c'est la déréglementation, c'est prendre ses distances par rapport aux affaires de la nation. Il est partisan de laisser le monde des affaires se régler tout seul.

● (1700)

Quand nos collègues d'en face nous parlent de libre entreprise, je ne peux m'empêcher, comme bien d'autres, d'en rire. J'ai l'impression que quand c'est pratique de parler de libre entreprise, les députés d'en face le font effectivement. Les députés se souviendront peut-être d'avoir vu il y a quelques années des publicités en pleine page dans les grands journaux du Canada représentant une colombe dans une cage, avec cette légende: «Libérons l'entreprise». C'était une campagne publicitaire nationale financée par les grandes sociétés du Canada. Elles estimaient qu'il n'y avait pas une liberté totale d'entreprise. Ce sont certains des participants à cette campagne, certains de ceux qui revendiquaient la libre entreprise, qu'on a vu se présenter bien humblement devant le gouvernement quand ils avaient désespérément besoin de l'aide du gouvernement. Je me demande si la Banque Commerciale du Canada, la Norbanque, Massey-Ferguson ou d'autres sociétés qui se sont adressées bien humblement au gouvernement estimaient qu'en période faste il fallait «libérer» l'entreprise. Je me demande si ces sociétés ont contribué à cette campagne nationale de publicité.

Ce que je veux dire, c'est que l'industrie pétrolière, quand cela l'arrange, dit au gouvernement du Canada: «Laissez-nous tranquilles, nous ne voulons pas de vous et nous n'avons pas besoin de vous». Mais en période de vaches maigres, cette même industrie est prête à aller mendier humblement l'aide du gouvernement.

Il y en a qui soutiennent qu'il faudrait fixer un prix plancher du pétrole brut. Le gouvernement conservateur du Canada est complice de la grande arnaque pétrolière canadienne perpétrée par les multinationales du pétrole. Le gouvernement a le pouvoir de prendre des mesures pour réduire le prix de l'essence. C'est une affaire bien simple. Chacun de nous à la Chambre—chacun des Canadiens—est actionnaire d'une grande société pétrolière. Nous en sommes propriétaires, mais elle nous vole quand nous nous présentons à la pompe. Les Canadiens se demandent pourquoi nous avons une société pétrolière nationale. Nous n'en sommes certes pas proprié-
taires

res pour la voir participer à une arnaque, se faire complice de la plus grande escroquerie pétrolière de l'histoire canadienne. C'est un abus de confiance, c'est déloyal. Il y a certainement un conflit en l'occurrence. M. Hopper reste assis dans sa tour d'ivoire, où qu'elle soit—dans l'Ouest, on le présume—assuré d'un traitement de plus de \$400,000 par année. Il se trouve à dire aux Canadiens que même s'il s'agit de notre société pétrolière, Petro-Canada n'est pas disposée à faire quoi que ce soit pour aider les consommateurs. Les députés le savent, Petro-Canada possède un grand nombre de stations d'essence au Canada. En fait, en Ontario, où j'habite, une station d'essence sur trois appartient à Petro-Canada.

Étant donné la position que cette société occupe dans l'industrie pétrolière canadienne, elle est en mesure d'amorcer un mouvement à la baisse des prix de l'essence. Elle a refusé de le faire à cause d'une absence de directive, de la part du gouvernement je suppose, ou peut-être parce que les directives qu'elle en reçoit vont dans le mauvais sens. Le gouvernement a donné pour consigne aux dirigeants de Petro-Canada de maximiser leurs bénéfices, de diriger leur entreprise comme n'importe quelle autre, de faire tout ce qu'il faut pour réaliser des bénéfices. Une société a normalement pour devoir envers ses actionnaires de se rentabiliser au maximum. C'est sa raison d'être dans le secteur privé. Si les entreprises du secteur privé ne cherchent pas à être le plus rentables possible, elles ne devraient pas rester en activité. A mon avis, Petro-Canada n'a pas pour seule raison d'être de faire des bénéfices. Nous, ses actionnaires, voulons quelque chose de plus. Nous voulons bien sûr que cette entreprise soit rentable. Mais nous ne lui demandons pas seulement d'afficher des profits au bout du compte ou à la fin de l'année. Nous voulons être assurés que Petro-Canada a servi à promouvoir le bien public dans le plus grand intérêt du Canada et des Canadiens. Tel n'est pas le rôle que joue Petro-Canada.

Autrefois, quand je devais faire le plein d'essence, je m'efforçais d'aller à une station de Petro-Canada. J'éprouvais un sentiment de fierté. J'avais le sentiment que c'était notre société pétrolière nationale. J'éprouvais une certaine satisfaction à aller faire le plein chez Petro-Canada. Je ne ressens plus ce sentiment.

Des voix: Tant mieux!

M. Nunziata: Ce sentiment s'estompe en moi à cause de l'indifférence de Petro-Canada. Je suis sûr qu'un grand nombre de Canadiens ne sont plus fiers du rôle que joue cet organisme à cause de la politique du gouvernement. Nous savons quelles sont les visées du gouvernement pour Petro-Canada. Nous savons qu'il y a six ou sept ans, le gouvernement conservateur sous son ancien chef a décidé de gouverner comme s'il détenait la majorité des sièges. Il a alors passé le message aux Canadiens qu'il voulait privatiser Petro-Canada. Nous savons ce que lui a coûté la mauvaise administration du secteur énergétique. Il a dit aux Canadiens qu'en dépit de la nature de son mandat, il ferait adopter de force une majoration substantielle du prix de l'essence. Aujourd'hui, sept ans plus tard, le gouvernement n'a toujours pas appris sa leçon. Il incline encore à privatiser Petro-Canada. Il retient encore cette société de prendre l'initiative d'une baisse du prix de l'essence.